Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2013)

Heft: 1994

Artikel: Les effets secondaires de l'initiative du GSsA : la suppression de l'obligation de servir éloignerait l'armée du contrôle démocratique

Autor: Fontanellaz, Adrien

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014091

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

toutes les autres» (p 84), ce qu'ils ne peuvent envisager. Le divorce entre les agences et leurs clients est consommé, mais jamais avoué publiquement.

La fiction d'un consensus

Au contraire, les unes et les autres maintiennent la fiction d'un consensus qui révèle bien le rapport de codépendance (DP 1918) entre les entreprises classifiées et les agences de notation: les cadres financiers livrent les chiffres propres à minimiser les risques et à faire plaisir aux analystes qui continuent de croire dur comme fer à la validité de leurs calculs. Le mécanisme d'autoconfirmation et de renforcement mutuel fonctionne sans accroc, ce qui arrange aussi les tiers. Ainsi, les actionnaires et investisseurs peuvent se rassurer en lorgnant vers les bonnes notes et les managers, s'ils osent prendre leurs décisions en fonction de la rentabilité escomptée et de la situation de la concurrence, facteur de risque commercial volontiers éliminé dans la logique abstraite du capitalisme financier. Quant aux salariés, ils connaissent la réalité concrète et demeurent fidèles aux valeurs de production. La réalité leur donne raison, comme chez Novartis à Nyon-Prangins où 150 millions seront investis sur un site proclamé sans avenir il y a moins de deux ans encore.

Dans sa postface au Triple A d'Alexandra Oroussoff, Jonathan Friedmann met en évidence le paradoxe du *statu quo* apparent, mais aussi le danger d'une culture de la priorité mal placée et du mensonge convenu: *«une énorme quantité d'informations fausses circule sur les marchés et, par là même, menace de les déstabiliser»* (p.133).

C'est ainsi qu'à force de vouloir éliminer le risque, ce dernier se venge et resurgit au cœur du système.

Les effets secondaires de l'initiative du GSsA

La suppression de l'obligation de servir éloignerait l'armée du contrôle démocratique

Invité: Adrien Fontanellaz - 25 April 2013 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/23341

L'initiative *«Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire»* du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), validée par la Chancellerie fédérale au début de l'année 2012, est largement appuyée par le parti socialiste suisse.

A priori, cette prise de position ne mériterait même pas d'être discutée tant elle semble évidente. En effet, en forçant un peu le trait, le rejet par la gauche de tout ce qui a trait à la chose militaire fait partie de son ADN, et ce pour des raisons idéologiques, sociologiques et historiques bien réelles, et souvent indiscutables, si l'on se souvient de la fusillade du 9 novembre 1932 à Genève, par exemple. Pourtant, l'adoption de cette initiative par le peuple déboucherait sur une situation paradoxalement contradictoire avec certaines des valeurs fondamentales prônées par les partis de gauche.

Il faut souligner qu'un service militaire volontaire dissocié d'une obligation de servir générale, tel que proposé par l'initiative, correspondrait, même masqué par des euphémismes plus ou moins habiles, à une professionnalisation *de facto* de l'armée suisse. Cela va de pair avec un processus de privatisation de la force armée, comme la généralisation de ce modèle dans le monde occidental durant les dernières décennies permet de l'observer.

En effet, la professionnalisation d'une armée engendre inévitablement, principalement pour des raisons de coût, un recentrage vers son cœur de métier; l'entraînement aux

missions de combat, et, en corollaire, une externalisation de plus en plus étendue des fonctions de soutien, pourtant indispensables au fonctionnement de l'institution. De nos jours, ce phénomène a atteint de telles proportions aux Etats-Unis que l'*US Army* serait par exemple incapable d'entrer en campagne sans une noria de sociétés (*contractors*) se répartissant de juteux contrats. Si l'exemple américain est extrême, cette logique est bel et bien à l'œuvre dans de nombreux autres pays, à commencer par la France et le Royaume-Uni. *In fine*, cette évolution débouche sur un véritable droit de veto octroyé par les Etats au secteur privé quant à l'usage de la force armée.

Un des arguments les plus évoqués par les partisans de l'initiative est la modernité supposée des armées de *«volontaires»* comparée à l'obsolescence présumée des armées de conscription depuis la fin de la guerre froide. Remonter aux sources contemporaines de cette modernité n'est néanmoins pas inutile.

Comme bien souvent pour ce qui touche aux évolutions militaires récentes, le mouvement est parti des Etats-Unis. Durant les années 70, ce pays se lança en effet dans un processus de professionnalisation. Une des causes majeures de celui-ci fut la défaite américaine durant la guerre du Vietnam, qu'un puissant courant révisionniste ne tarda pas à attribuer à la fragilité de l'opinion publique nationale face aux images d'appelés du contingent, victimes des combats. Opter pour l'emploi de soldats professionnels, bien moins liés au corps social que des conscrits, devait permettre de rétablir les marges de manœuvre perdues par une classe politique tenue pour responsable par l'opinion publique de la mort d'appelés dans des guerres expéditionnaires.

La guerre d'Algérie n'est sans doute pas étrangère non plus à la continuation par la France d'une armée à deux vitesses, composée de quelques régiments professionnels engagés dans des opérations de guerre en Afrique, alors que les appelés étaient intégrés dans les unités chargées de la défense du territoire métropolitain, avant qu'une professionnalisation totale ne soit mise en place sous le premier mandat de Jacques Chirac.

Bref, professionnaliser une armée permet aux femmes et aux hommes politiques d'un pays d'entrer en guerre tout en limitant l'impopularité de leur décision, seule une petite fraction, en général politiquement peu active, de la population en subissant les conséquences les plus meurtrières. En effet, sociologiquement, un des principaux viviers de recrutement de militaires professionnels réside dans les classes sociales les plus pauvres. Ce point est peu contestable et il suffit de regarder autour de soi pour se rendre compte que rares seraient les universitaires souhaitant s'engager comme simples soldats de métier à l'issue de leurs études.

S'il est bien sûr faux de dire qu'une armée professionnelle est en elle-même plus belligène qu'une armée de conscription, le coût en politique intérieure de son engagement dans des opérations lointaines est grandement abaissé, car les soldats tués, traumatisés et handicapés au cours de celles-ci proviennent plutôt des segments défavorisés de la société. Certes, le service militaire n'est actuellement pas universel de par le nombre très important de réformés, mais faut-il pour autant supprimer un système imparfait visant à l'égalité en faveur d'un autre, fondamentalement inégalitaire?

Au demeurant, si, pour reprendre un terme militaire, l'horizon stratégique du PS et du GSsA est l'abolition pure et simple de l'armée, rien ne garantit qu'il se rapproche, même après une acceptation par le peuple de l'initiative *«Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire»*, compte tenu de la constance du rapport de force politique en Suisse. La gauche aura alors initié l'avènement d'une armée professionnelle, débouchant inévitablement sur une privatisation partielle du monopole de la violence détenu par l'Etat, tout en abaissant le coût politique d'une participation à des actions armées, et en reportant le coût humain de ces dernières sur les

populations les plus économiquement fragiles du pays: soit, en d'autres termes, à faire payer le plus atroce des impôts que puisse lever une collectivité, celui du sang, aux membres les plus démunis de celle-ci.

Il est parfois des situations où l'enfer est pavé de bonnes intentions.

Membre du parti socialiste à Lausanne, Adrien Fontanellaz est l'animateur du blog d'histoire militaire militum Historia.

Bulle revisite son passé

Visite guidée du chef-lieu de la Gruyère

Pierre Jeanneret - 03 May 2013 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/23380

Bulle vit un problème identitaire. La ville a la réputation d'être *«mal aimée»*, y compris par une partie de ses habitants, et cela malgré des éléments forts de cohésion, comme son fameux marché folklorique du jeudi.

A-t-elle poussé trop vite? Y éprouve-t-on quelque peine à intérioriser sa très forte croissance économique, qui a amené une explosion démographique? De fait, la population de Bulle a quasi doublé ces vingt dernières années. Il est vrai aussi que l'approche de la ville - lorsque l'on quitte l'autoroute Vevey-Fribourg-Berne - n'est pas très engageante, entre usines, hangars et garages…

Les autorités et l'office du tourisme ont donc voulu mettre en valeur un centre historique trop méconnu et ses richesses culturelles. Bulle veut ainsi prendre rang parmi les attractions touristiques de la Gruyère, que sont la chocolaterie de Broc, le village médiéval de Gruyères ou encore le Moléson. La ville souhaite sans doute aussi, par ce biais, renforcer son identité. C'est pourquoi un circuit historique vient d'être inauguré. Le visiteur déambulera en s'accompagnant du dépliant *Bulle à parcourir*. Il s'agit d'un parcours en quinze étapes, que l'on peut effectuer en 1h-1h30 environ. Elles sont - pour la plupart d'entre elles - situées dans le périmètre de la vieille ville. Une maquette - au Musée gruérien - montre clairement la structure de celle-ci: avec d'un côté le château construit dès 1291 par l'évêque de Lausanne, alors suzerain de Bulle, de l'autre l'église Saint-Pierre-aux-Liens, rebâtie après la catastrophe que fut l'incendie de la ville en 1805, et au centre l'hôtel de ville, siège de la bourgeoisie urbaine dans l'Ancien Régime patricien: la population était bien contrôlée! Ce parcours à pied, que nous avons fait, permet aussi de voir, entre autres, la chapelle Notre-Dame de Compassion, qui possède un beau chœur baroque, et qui fut un lieu de pèlerinage important aux XVII$_e$ et XVIII$_e$siècles : ce fait rappelle que la ville était placée sur un important axe routier, et l'est à nouveau depuis l'ouverture de l'autoroute. Parmi les autres haltes, dont nous ne donnerons pas ici la liste exhaustive, mentionnons la statue du «pré-révolutionnaire» Nicolas Chenaux, qui prit la tête d'une grande insurrection populaire en 1781; le bâtiment des Halles de 1787 soutenu par ses colonnes de bois; ou encore l'ancien Hôtel Moderne, érigé en 1906 sur le modèle des palaces de Montreux et Lausanne, dans le style Art Nouveau… et qui fit faillite au bout de dix-neuf mois.

Mais le centre culturel de Bulle reste le Musée gruérien. Créé en 1917, logé d'abord dans l'ex-Hôtel Moderne qui avait perdu sa vocation première, il s'intègre depuis 1978 dans un bâtiment moderne, agrandi et transformé entre 2001 et 2012. S'il eut longtemps vocation à exalter un passé idéalisé et mythifié, son esprit a résolument changé.